

Administration du pétrole—Loi

M. Milne: Monsieur le président, je m'intéresse à la question de l'énergie, et depuis très longtemps. J'ai suivi attentivement ce bill et les autres questions se rattachant à l'énergie depuis mon élection à la Chambre. Je n'avais pas l'intention de participer à ce débat, mais après l'avoir suivi pendant un certain temps, j'estime devoir prendre la parole pour parler de certains des points que j'ai très à cœur.

Je comprends que les députés des provinces productrices, Alberta et Saskatchewan, parlent ouvertement sur ce bill pour essayer d'obtenir le maximum pour leurs provinces. On s'y attendrait d'eux. Je respecte ce qu'ils font, bien que je ne sois pas d'accord avec la plupart des points de vue qu'ils ont présentés. Ce qui me renverse complètement, cependant, c'est le rôle qu'ont joué dans le cadre de cette étude les députés d'en face provenant de l'Est du Canada. Je ne puis comprendre comment le parti de l'opposition a pu solliciter leur appui pour s'opposer systématiquement à ce bill. Les conservateurs ont ouvertement admis leur intention de s'opposer systématiquement à ce bill. Leur porte-parole dans le domaine énergétique, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain, l'a pratiquement admis au cours de l'interview qu'il a eue avec Victor Mackie et qui est rapportée dans le numéro de lundi du *Journal* d'Ottawa. Comme on lui demandait si son parti avait l'intention de pratiquer une obstruction systématique contre le bill, le député aurait répondu, et je cite: «Je pense que oui, bien que les politiciens n'aiment pas l'expression».

Je demande aux députés conservateurs de l'Ontario, du Québec et des provinces Maritimes, s'ils comprennent réellement la portée du bill, s'ils se rendent bien compte des conséquences de son rejet. Je voudrais bien savoir comment ils réagiraient si le bill était retiré, si le prix du pétrole dans l'est du Canada passait de \$6.50 à \$11.70 et si le prix du gaz naturel passait presque du simple au double. J'aimerais leur demander quelles seraient les conséquences sur la grande industrie et sur l'agriculture dans leur circonscription, quelles seraient aussi les réactions de leurs commettants. Il n'y a pas longtemps, le député de Norfolk, de l'autre côté de la Chambre, a posé une question au sujet d'une lettre dans laquelle la Union Gas demandait comment assurer l'approvisionnement en gaz naturel de l'hôpital de Simcoe, en Ontario et quel serait le prix du gaz naturel vendu à cet établissement.

Je demande à ces députés pourquoi ils posent une question de ce genre et, par ailleurs, font de l'obstruction systématique contre le bill à l'étude, car le bill est précisément la réponse du gouvernement aux problèmes de l'énergie qui se posent dans l'est du Canada. Je ne peux comprendre pourquoi les députés conservateurs de l'Ontario n'ont pas pris la parole sur le bill à l'étude, ni pourquoi, dans leur caucus, ils ne se sont pas opposés à l'obstruction systématique prônée par les députés de l'Ouest. Ils ont sûrement entendu monter de leur circonscription l'inquiétude de leurs commettants concernant la sécurité d'approvisionnement en gaz, le prix éventuel du gaz et les conséquences d'une éventuelle hausse du prix du pétrole canadien à \$11.70. Il est clair qu'en dépit de ces préoccupations les députés conservateurs vont céder aux pressions de députés de l'Alberta, accepter leur tactique d'obstruction systématique et argumenter contre un bill qui assurerait pour l'avenir à leurs commettants et à tous les Canadiens un prix du pétrole et du gaz naturel qui soit juste et raisonnable.

Fondamentalement, le bill à l'étude permettra au gouvernement fédéral d'agir dans l'intérêt des producteurs et

des consommateurs. Nous ne disons pas que nous nous opposons à l'augmentation du prix du pétrole, si elle s'impose. Nous ne nous opposons pas à ce que le prix du gaz naturel se rapproche davantage de sa valeur réelle, mais selon nous, il doit y avoir un médiateur dans le litige et c'est le gouvernement fédéral qui doit jouer ce rôle. Si les députés d'en face veulent faire de l'obstruction systématique relativement à ce bill, ils devraient auparavant consulter le numéro du 2 décembre du *Star* de Toronto et lire ce que la Pan-Alberta fait dans le secteur du gaz, des réserves qu'elle accumule et de certaines des politiques de mise en marché qu'elle souhaiterait avoir. De fait, il est dit dans le numéro du 5 novembre du *Globe and Mail* que ce même organisme a déclaré que même dans un pays qui consomme énormément d'énergie, les consommateurs n'ont pas les moyens d'acheter du gaz naturel au prix auquel la société voudrait le vendre.

Encore une fois, je demande à nos vis-à-vis de l'Est canadien comment ils pourraient se justifier d'avoir empêché l'adoption du bill auprès de leurs électeurs. Depuis mon arrivée à la Chambre, je n'ai jamais été aussi surpris que quand j'ai entendu certains députés de l'Alberta expliquer leur position le soir de l'exposé budgétaire et que j'ai vu le chef de l'opposition réviser sa liste de cartes de Noël. Or, pendant ce temps, les députés de son propre parti menaçaient sérieusement les assises industrielles des Maritimes. Il n'a certes pas donné le bon exemple. Il ne semblait pas tellement se préoccuper même de sa propre région puisqu'il était assis là à refaire sa liste de cartes de Noël pendant qu'on discutait cette importante question.

J'aimerais expliquer un peu ce que cela signifierait pour l'Ontario, par exemple, si le bill était saboté. La première chose à disparaître en Ontario sera l'Industrie des serres chaudes. C'est une industrie importante et prospère où l'on fait la culture des concombres, des tomates, des fleurs, et ainsi de suite. Le coût de l'énergie représente 50 p. 100 des frais de cette industrie. C'est une entreprise marginale qui doit livrer concurrence aux produits importés des États-Unis. Les députés de l'opposition voudraient-ils que nous importions ces aliments et que les prix augmentent encore davantage, ou bien ces députés, et surtout ceux qui ont des serres dans leur propre circonscription, se préoccupent-ils réellement de l'industrie de la culture en serre chaude?

La productivité agricole a beaucoup augmenté. L'agriculture du Canada est l'une des plus productives du monde. Cette productivité provient notamment du fait que bien des agriculteurs de l'est du Canada ont délaissé les légumineuses et le foin pour cultiver le maïs. Le gaz naturel et le gaz propane sont essentiels pour le séchage du maïs. Cette année, la teneur en eau du maïs de l'Ouest a atteint 50 p. 100. Que diront ces députés à leurs électeurs quand ceux-ci commenceront à poser des questions au sujet du coût élevé du gaz propane et du fait qu'ils ne pourront peut-être pas obtenir de gaz naturel pour faire sécher leur maïs? Et que dire du prix des engrais chimiques? Il a déjà monté en flèche. Ces députés veulent-ils que le prix en soit presque doublé encore une fois?

Je vais expliquer ce qui s'est passé en Ontario. Bon nombre de cultivateurs ont commencé à utiliser moins d'engrais que d'habitude. Résultat? Leur récolte de maïs a diminué sensiblement cette année. Il n'y a pas de doute que la stratégie du gouvernement, qui devrait être appuyée par nos vis-à-vis, consiste à accroître les stocks de produits alimentaires. Si nous voulons que la production alimentaire augmente, il nous faut de l'énergie, car l'énergie est un élément essentiel en agriculture.